

téléphone, les services de valet de chambre, la blanchisserie et le stationnement. Une autre ventilation des données sur l'hébergement touristique par province figure au tableau 19.15.

**Industrie des aliments et boissons.** Une enquête complète sur l'industrie des aliments et boissons (restaurants, traiteurs et tavernes) a été effectuée en 1977, faisant ainsi suite à celle de 1976. Elle a indiqué des recettes totales de \$5,953.9 millions, soit une augmentation de 10.1% par rapport aux résultats révisés de 1976 (\$5,409.5 millions). Elle visait les établissements dont l'activité principale consiste à préparer et à servir des repas et des boissons, comme les restaurants ordinaires, les traiteurs, les restauroutes, les comptoirs d'aliments à emporter, les cantines et les tavernes. Étaient exclus les établissements possédés et exploités par les hôtels, motels et autres entreprises d'hébergement, les mess des Forces armées, les clubs privés, les succursales de la légion et les lieux de consommation d'aliments et de boissons exploités par des établissements ne faisant pas partie du secteur des services. Le tableau 19.16 présente une ventilation par province des recettes de 1976 et 1977 provenant de la vente d'aliments et boissons.

**Services d'architecture.** Une enquête visant à mesurer les services des architectes du Canada a été effectuée en 1977. Selon les résultats publiés, 1,283 établissements d'architectes ont rapporté des revenus bruts de \$314.5 millions et des dépenses de \$272.7 millions.

**Présentation, distribution et production de films.** Cette industrie se compose des exploitants de cinémas ordinaires et de ciné-parcs, des distributeurs de films et des entreprises privées et organismes publics s'occupant de production cinématographique. Le Chapitre 17, qui traite des activités culturelles et des loisirs présente des données à ce sujet.

**Agences de publicité.** En 1977, 300 agences de publicité ont déclaré un chiffre d'affaires brut de \$1,026.0 millions (tableau 19.17). Ce montant ne représente qu'une partie des dépenses totales consacrées à la publicité au Canada, étant donné qu'une bonne part de la réclame s'effectue autrement que par l'intermédiaire d'agences de publicité; qu'il suffise de mentionner les petites annonces des journaux et un certain volume de publicité faite au moyen de catalogues et par la poste. Sur le chiffre d'affaires brut total, qui comprend les factures des supports publicitaires et les frais de production, \$367.1 millions représentaient la publicité parue dans les imprimés (journaux, suppléments de fin de semaine, revues du consommateur, revues professionnelles, pages jaunes et publications agricoles), \$430.7 millions consacrés à la télévision, \$126.9 millions à la radio, \$33.9 millions aux affichages extérieurs et dans les transports en commun, \$31.9 millions pour la publicité par la poste, \$4.5 millions affectés aux autres méthodes, et \$31.1 millions pour des études de marché.

**Services informatiques.** En 1977, une enquête sur les services informatiques a montré que 622 sociétés au Canada dispensaient des services informatiques à l'aide de 584 ordinateurs de capacités diverses, 6,167 terminaux et 4,896 postes d'accès. Leurs recettes totales d'exploitation s'établissaient à \$1,213 millions, dont \$797 millions déclarés par des entreprises qui se chargent de la vente et de la location de «matériel» et \$416 millions déclarés par des entreprises offrant des services de logiciel.

De plus, 454 sociétés appartenant à d'autres groupes d'activités économiques ont fourni des services informatiques à titre d'activité secondaire pour une valeur de \$149 millions, dont la répartition s'établit comme il suit: entreprises manufacturières (26%); institutions financières (24%); secteurs du commerce de gros, du commerce de détail et des services (34%); entreprises et institutions classées dans d'autres groupes d'activités économiques (16%).

## Commerce de gros

Les grossistes ont pour activité principale l'achat de marchandises en vue de les revendre à des détaillants, industries, commerçants, institutions, professionnels, exploitants agricoles ou autres grossistes; ils peuvent aussi servir d'intermédiaires dans